Assurance responsabilité civile pour les bourgeoisies, corporations et organismes similaires

Conditions générales complémentaires (CGC)

Edition 2006 des conditions modèles de l'ASA. Ces conditions sont dépourvues de tout caractère obligatoire. Les compagnies sont libres de convenir de conditions divergentes.

Article 70

1. Objet de l'assurance

L'art. 1 a et b CGA est remplacé par les dispositions suivantes:

1.1 L'assurance couvre la responsabilité fondée sur les dispositions légales en matière de responsabilité civile encourue par le preneur d'assurance en cas de:

- mort, blessures ou autres atteintes à la santé de personnes (lésions corporelles) à caractère illicite;
- destruction, détérioration ou perte de choses (dégâts matériels) à caractère illicite. L'atteinte à la fonctionnalité d'une chose sans atteinte à sa substance n'est pas considérée comme un dégât matériel.

La mort, les blessures ou autres atteintes à la santé d'animaux ainsi que leur perte sont assimilées à des dégâts matériels.

1.2 L'assurance couvre également

- a la responsabilité civile découlant de la propriété (hors propriété par étages)
 - de l'ensemble des terrains, bâtiments, installations et équipements tels que rues, chemins forestiers et ruraux, alpages, régions forestières, prés, ponts, passerelles, clôtures, mangeoires, fontaines, sources, conduites d'eau, étangs, stands de tir, foyers et maisons de retraite, orphelinats, maisons de vacances, etc. servant à l'exécution des tâches du preneur d'assurance.
 - de biens alpestres et agricoles ainsi que de terrains, bâtiments, installations et équipements d'entreprises au sens du ch. 3.1

ci-après qui ne sont pas gérés ou exploités par le preneur d'assurance.

- b la responsabilité civile découlant de la location (bail à loyer ou à ferme) de terrains, bâtiments et installations. L'art. 7 k CGA demeure réservé;
- c la responsabilité civile en tant que détenteur et/ou résultant de l'utilisation de véhicules automobiles pour lesquels il n'existe ni permis de circulation ni plaques de contrôle, ou si celles-ci sont déposées depuis plus de six mois auprès de l'autorité compétente. L'assurance couvre également la responsabilité civile découlant de l'utilisation de machines de travail automobiles dont les plaques sont déposées, pendant les six premiers mois à compter du dépôt des plaques et dans la mesure où le dommage ne survient pas sur une route ouverte à la circulation publique. Pour le reste, l'art. 4 CGA est applicable;
- d la responsabilité civile découlant de l'utilisation de cycles et de véhicules automobiles qui leur sont assimilés en termes de responsabilité civile et d'assurance au sens de l'art. 5 CGA, dans la mesure où il s'agit de déplacements pour l'organisme assuré (à l'exclusion du chemin aller et retour du travail);
- e les prétentions pour des lésions corporelles, dégâts matériels et frais de prévention de dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement au sens de l'art. 6 CGA;
- f les frais de prévention de dommages au sens de l'art. 3 CGA.

2. Personnes assurées

Dans le cadre de l'art. 2 CGA, l'assurance couvre également la responsabilité civile

- a des membres des autorités (conseillers bourgeois, conseillers de corporations, membres de commissions, etc.) et des fonctionnaires à titre principal ou accessoire;
- b des pensionnaires des foyers, orphelinats et des maisons de retraite exploités par le preneur d'assurance, pour les dommages causés en rapport avec l'entreprise concernée. La responsabilité civile pour les lésions corporelles infligées mutuellement par les pensionnaires est exclue de l'assurance.

Dans la mesure où ces personnes exercent des fonctions de direction, l'art. 2, 1^{er} alinéa, let. b, CGA leur est applicable; l'art. 2, 1^{er} alinéa, let. c, CGA est applicable aux autres personnes;

3. Risques spéciaux nécessitant une surprime

3.1 Sur la base d'une convention spéciale uniquement, l'assurance s'étend également à la responsabilité civile

- a des entreprises industrielles et commerciales et des entreprises de services aux collectivités. Sont considérées comme telles les entreprises suivantes:
 - approvisionnement en électricité, distribution de gaz, centrales de chauffage à distance, usines d'incinération et de récupération des ordures, stations d'épuration des eaux (STEP);
 - abattoirs, entrepôts, entrepôts frigorifiques;

- entreprises de transports publics (tram, autobus, trolleybus);
- hôtels, motels et autres sociétés de la branche hôtelière (restaurants, cafés, salons de thé, etc.);
- sanatoriums, établissements de cure, hôpitaux et autres établissements hospitaliers;
- piscines, plages aménagées, terrains de camping, pistes de patins à roulettes et patinoires artificielles;

b découlant de la propriété d'immeubles commerciaux et d'habitation ainsi que de biens affermés qui ne relèvent pas du ch. 1.2 a ci-avant.

3.2 En modification partielle de l'art. 14 CGA, sont applicables les conditions suivantes:

Si un risque au sens du ch. 3.1 a et b ci-avant vient s'ajouter après la conclusion du contrat, l'assurance s'étend également à celui-ci dans le cadre des autres dispositions contractuelles (assurance prévisionnelle). Le preneur d'assurance est toutefois tenu de payer la prime correspondant au tarif dès la naissance du risque. La Compagnie est en droit de vérifier à tout moment l'existence de tels risques.

4. Restrictions de l'étendue de la couverture

En complément à l'art. 7 CGA, sont exclues de l'assurance les prétentions résultant

- a des dommages causés au bétail en pâturage;
- b des dommages causés par des installations d'irrigation («bisses») dans le canton du Valais.